



Lettre Ouverte à l'attention d'Emmanuel Macron,
Président de la République française

Mayotte, le 13 Novembre 2018

Monsieur le Président de la République,

Nous apprenons la tenue de négociations diplomatiques avec les Comores en vue d'aboutir très rapidement à un nouvel accord bilatéral. Nous tenons par la présente à vous faire part de notre profonde inquiétude et vous rappeler que la défense des intérêts de Mayotte et de ses ressortissants français sur place (qui ne sont pas mentionnés dans la déclaration conjointe) doit rester la première préoccupation de ces négociations.

En effet, **la tonalité de la déclaration du 6 Novembre 2018 augure mal de l'approche par trop complaisante du Quai d'Orsay quand elle évoque en préambule un attachement « à la densité et à la qualité des liens qui les unissent, la France et les Comores ». Parlons nous de densité démographique par l'immigration clandestine massive? Parlons nous de qualité quand un pays colonise un territoire français? A l'évidence, l'arrivée de dizaines de milliers d'immigrés clandestins comoriens sur notre île, le refus chronique de Moroni de reprendre ses ressortissants et la revendication sur la scène internationale de notre département par Moroni avec son activisme récent à Beijing et Moscou confirment le projet de la république des Comores de conquête de Mayotte. La migration comorienne dans le département de Mayotte un acte de guerre qui ne dit pas son nom: la France est menacée et doit fermer ses frontières sur notre île, les protéger féroce ment. Puissance hostile, les Comores doivent être traitées comme telle, sanctionnées et non récompensées avec une hausse des aides au développement.**

La politique d'appui de Moroni engagée par la Déclaration de Paris sur l'amitié et la coopération entre la France et les Comores (signée à Paris le 21 juin 2013) a montré toute son inefficacité: les autorités comoriennes refusent toujours de reconnaître le choix de Mayotte de rester française. Pire, **Moroni encourage l'immigration clandestine qui a pris une ampleur inédite: en constante augmentation, plus de la moitié de la population à Mayotte est maintenant comorienne et majoritairement en situation irrégulière.** Vos concitoyens de Mayotte ont les plus grandes difficultés à accéder aux services publics de base: nos services de santé, nos établissements scolaires, nos infrastructures sont saturés et monopolisés gratuitement par les ressortissants Comoriens; on assiste impuissants à l'occupation de nos terres et la prolifération de l'habitat illégal; toute une économie clandestine déstabilise notre

écosystème alors que nous sommes le département français le plus pauvre et le moins doté. **Il est temps de sanctionner financièrement les Comores et de mettre fin à cette coopération régionale à sens unique entre Mayotte et le reste de l'archipel.**

Nous sommes alarmés par la teneur des négociations annonçant «*oeuvrer en faveur d'une gestion concertée et rationnelle de la circulation des personnes et d'un contrôle des mouvements de population non-maîtrisés entre les différentes îles, et de convenir d'un cadre propice à une circulation régulière des personnes en toute sécurité*». **Ces termes de la Déclaration conjointe de la semaine dernière reprennent en substance ceux de la Feuille de route dévoilée l'an dernier et qui abolissait les visas entre Mayotte et les Comores. Nous vous rappelons que la population mahoraise avait très massivement manifesté contre ce projet en Septembre 2017 et que la pétition intitulée IL FAUT SAUVER LE 101e DEPARTEMENT DE MAYOTTE! a recueilli plus de 10 000 signatures.** Cette pétition vous a été adressée en Juillet 2018 et elle dénonce clairement tout rapprochement avec nos voisins comoriens, tout projet de libre circulation des personnes entre les îles. **Nous nous lèverons à nouveau si la diplomatie nous trahit encore avec un accord scélérat dont nous n'accepterons jamais l'application.** Mayotte ne peut voir son destin hypothéqué, lié aux Comores en pleine dérive dictatoriale, secouées par la violence et la répression politique, ravagées par la corruption et la mauvaise gouvernance.

Nous vous demandons de rendre publique la teneur intégrale de tout accord bilatéral avec les Comores avant signature et d'associer le Collectif des Citoyens et Intersyndicale de Mayotte aux négociations. La confiance est rompue et ne saurait être gagnée qu'avec une transparence totale vis à vis de tous les acteurs de la société civile locale, vis à vis des Mahoraises et des Mahorais qui sont les premiers concernés par ces discussions: nous inclure dans ce dialogue est indispensable.

Nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de respecter la volonté de vos compatriotes de Mayotte, d'assurer son développement et d'engager tous les moyens de l'Etat pour lutter contre les Comores.

En vous transmettant nos très respectueuses salutations, nous vous invitons, Monsieur le Président de la République, à venir au plus vite à Mayotte nous rencontrer. Nous serons heureux de vous accueillir chaleureusement ici et de dialoguer avec vous pour sortir par le haut de cette crise.

Le Collectif des Citoyens et l'Intersyndicale de Mayotte

